

50544768/7

8141

(1937, 40, 44)

Impossibilité de réinvestir dans les fonctions d'administrateur
un fonctionnaire en retraite.

Note

Impossibilité de réinvestir dans les fonctions d'administrateur un fonctionnaire en retraite

I - En l'état actuel des textes, M. ARON, étant Inspecteur Général des Ponts et Chaussées en retraite, ne peut être réinvesti dans le mandat de Membre du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.

L'article 1er de l'Ordonnance du 19 octobre 1944 précise, en effet, que les Membres de ce Conseil appartenant à la catégorie a) (Représentants de l'Etat) sont désignés "parmi les fonctionnaires en activité de service".

II - Il convient de rappeler qu'à l'origine, l'article 7 de la Convention du 31 août 1937 prévoyait que les représentants de l'Etat pouvaient être désignés parmi les "fonctionnaires en activité ou en retraite".

C'est le texte dit loi du 10 octobre 1940, réorganisant le Conseil d'Administration de la S.N.C.F., qui a limité, pour la première fois, cette désignation aux seuls fonctionnaires "en activité". La même disposition a été reprise dans l'Ordonnance du 19 octobre 1944.

III - Il serait possible, à l'occasion de l'Avenant à la Convention de 1937 actuellement en cours d'élaboration, d'y introduire une disposition permettant de revenir au texte de 1937.

Cette modification pourrait être ainsi libellée :

"Les membres du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.
"visés au a) de l'article 1er de l'Ordonnance du 19 octobre

....

"1944 pourront être désignés parmi les fonctionnaires en
"activité de service ou en retraite".

L'article 7 du projet de loi n° 7220 relatif à diverses
dispositions d'ordre économique et financier autorise l'appro-
bation par décrets en Conseil d'Etat d'avenants à la Convention
de 1937. Il s'agit donc là d'une mesure qui sera prise par
délégation du pouvoir législatif et qui permet ainsi de modi-
fier un texte législatif antérieur.

La seule objection que l'on puisse élever est que
l'article 7 précité ne vise que des modifications à apporter
aux "dispositions financières de la Convention du 31 août
1937". Or, il ne s'agit pas là, évidemment, d'une disposition
d'ordre financier.

I - En l'état actuel des textes, M. ARON, étant Inspecteur Général des Ponts et Chaussées en retraite, ne peut être réinvesti dans le mandat de Membre du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.

L'article 1er de l'Ordonnance du 19 octobre 1944 précise, en effet, que les Membres de ce Conseil appartenant à la catégorie a) (Représentants de l'Etat) sont désignés "parmi les fonctionnaires en activité de service".

II - Il convient de rappeler qu'à l'origine, l'article 7 de la Convention du 31 août 1937 prévoyait que les représentants de l'Etat pouvaient être désignés parmi les "fonctionnaires en activité ou en retraite".

C'est le texte dit loi du 10 octobre 1940, réorganisant le Conseil d'Administration de la S.N.C.F., qui a limité, pour la première fois, cette désignation aux seuls fonctionnaires "en activité". La même disposition a été reprise dans l'Ordonnance du 19 octobre 1944.

III - Il serait possible, à l'occasion de l'Avenant à la Convention de 1937 actuellement en cours d'élaboration, d'y introduire une disposition permettant de revenir au texte de 1937.

Cette modification pourrait être ainsi libellée :

"Les membres du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.
"visés au a) de l'article 1er de l'Ordonnance du 19 octobre

....

"1944 pourront être désignés parmi les fonctionnaires en
"activité de service ou en retraite".

L'article 7 du projet de loi n° 7220 relatif à diverses
dispositions d'ordre économique et financier autorise l'appro-
bation par décrets en Conseil d'Etat d'avenants à la Convention
de 1937. Il s'agit donc là d'une mesure qui sera prise par
délégation du pouvoir législatif et qui permet ainsi de modi-
fier un texte législatif antérieur.

La seule objection que l'on puisse élever est que
l'article 7 précité ne vise que des modifications à apporter
aux "dispositions financières de la Convention du 31 août
1937". Or, il ne s'agit pas là, évidemment, d'une disposition
d'ordre financier.

I - En l'état actuel des textes, M. ARON, étant Inspecteur Général des Ponts et Chaussées en retraite, ne peut être réinvesti dans le mandat de Membre du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.

L'article 1er de l'Ordonnance du 19 octobre 1944 précise, en effet, que les Membres de ce Conseil appartenant à la catégorie a) (Représentants de l'Etat) sont désignés "parmi les fonctionnaires en activité de service".

II - Il convient de rappeler qu'à l'origine, l'article 7 de la Convention du 31 août 1937 prévoyait que les représentants de l'Etat pouvaient être désignés parmi les "fonctionnaires en activité ou en retraite".

C'est le texte dit loi du 10 octobre 1940, réorganisant le Conseil d'Administration de la S.N.C.F., qui a limité, pour la première fois, cette désignation aux seuls fonctionnaires "en activité". La même disposition a été reprise dans l'Ordonnance du 19 octobre 1944.

III - Il serait possible, à l'occasion de l'Avenant à la Convention de 1937 actuellement en cours d'élaboration, d'y introduire une disposition permettant de revenir au texte de 1937.

Cette modification pourrait être ainsi libellée :

"Les membres du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. visés au a) de l'article 1er de l'Ordonnance du 19 octobre

....

"1944 pourront être désignés parmi les fonctionnaires en
"activité de service ou en retraite".

L'article 7 du projet de loi n° 7220 relatif à diverses
dispositions d'ordre économique et financier autorise l'appro-
bation par décrets en Conseil d'Etat d'avenants à la Convention
de 1937. Il s'agit donc là d'une mesure qui sera prise par
délégation du pouvoir législatif et qui permet ainsi de modi-
fier un texte législatif antérieur.

La seule objection que l'on puisse élever est que
l'article 7 précité ne vise que des modifications à apporter
aux "dispositions financières de la Convention du 31 août
1937". Or, il ne s'agit pas là, évidemment, d'une disposition
d'ordre financier.

I - En l'état actuel des textes, M. ARON, étant Inspecteur Général des Ponts et Chaussées en retraite, ne peut être réinvesti dans le mandat de Membre du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.

L'article 1er de l'Ordonnance du 19 octobre 1944 précise, en effet, que les Membres de ce Conseil appartenant à la catégorie a) (Représentants de l'Etat) sont désignés "parmi les fonctionnaires en activité de service".

II - Il convient de rappeler qu'à l'origine, l'article 7 de la Convention du 31 août 1937 prévoyait que les représentants de l'Etat pouvaient être désignés parmi les "fonctionnaires en activité ou en retraite".

C'est le texte dit loi du 10 octobre 1940, réorganisant le Conseil d'Administration de la S.N.C.F., qui a limité, pour la première fois, cette désignation aux seuls fonctionnaires "en activité". La même disposition a été reprise dans l'Ordonnance du 19 octobre 1944.

III - Il serait possible, à l'occasion de l'Avenant à la Convention de 1937 actuellement en cours d'élaboration, d'y introduire une disposition permettant de revenir au texte de 1937.

Cette modification pourrait être ainsi libellée :

"Les membres du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. visés au a) de l'article 1er de l'Ordonnance du 19 octobre

....

"1944 pourront être désignés parmi les fonctionnaires en
"activité de service ou en retraite".

L'article 7 du projet de loi n° 7220 relatif à diverses
dispositions d'ordre économique et financier autorise l'appro-
bation par décrets en Conseil d'Etat d'avenants à la Convention
de 1937. Il s'agit donc là d'une mesure qui sera prise par
délégation du pouvoir législatif et qui permet ainsi de modi-
fier un texte législatif antérieur.

La seule objection que l'on puisse élever est que
l'article 7 précité ne vise que des modifications à apporter
aux "dispositions financières de la Convention du 31 août
1937". Or, il ne s'agit pas là, évidemment, d'une disposition
d'ordre financier.